



Avec une note globale de 3,3 sur six points possibles, le Cameroun vient d'être classé 16^e sur 38 pays dans le cadre de l'«Évaluation des politiques et des institutions en Afrique » (plus connue sous son acronyme anglais « CPIA »), réalisée par la Banque mondiale. Cette évaluation est pour le compte de l'année 2017.

Dans le détail, le Cameroun qui se classe juste devant Madagascar et après le Niger, obtient une note de 3,7 en « Gestion économique » qui englobe les politiques monétaire et de change, la politique budgétaire, la gestion de la dette ; une moyenne de 3,3 en « Politiques structurelles » (commerce, secteur financier et cadre réglementaire des entreprises).

Le pays obtient 3,1 points en matière de « Politiques de lutte contre l'exclusion sociale et de promotion de l'équité » (égalité des sexes, équité dans l'utilisation des ressources publiques, valorisation des ressources humaines, protection sociale et main-d'œuvre, politiques et institutions axées sur la durabilité écologique).

Une note de 3 est obtenu dans le domaine de la « Gestion et institutions du secteur public » qui englobe les secteurs suivants : droits de propriété et gouvernance fondée sur les règles, qualité de la gestion budgétaire et financière, efficacité de la mobilisation des recettes, qualité de l'administration publique, transparence, redevabilité et corruption dans le secteur public. Pour chacun de ces critères, le Cameroun comme les autres pays dans le classement, est noté sur

une échelle allant de 1 (faible) à 6 (fort).

Les notes dépendent, entre autres, des politiques et des performances réelles, plutôt que des promesses ou des intentions. En 2017, le Rwanda a continué d'être en tête du classement, à l'échelon régional et mondial, en obtenant une note de 4. Le dernier étant le Soudan du Sud avec 1,5.

« Le CPIA est un outil important pour les pays africains car non seulement, un meilleur score permet d'augmenter le montant des financements concessionnels octroyés par la Banque mondiale, mais aussi parce que c'est un excellent outil pour élaborer et suivre les politiques publiques. », souligne Albert Zeufack (photo), économiste en chef de la Banque mondiale pour l'Afrique

Investir au Cameroun
